

Les fonctionnements socio-économiques du territoire du Pays de Maurienne

Une approche par les moteurs du développement

Le 7 février 2014





Plan

Introduction

- Partie 1 : Les moteurs du développement du territoire
- Partie 2 : Dynamique économique du territoire
- Partie 3 : Le niveau de développement social du territoire

Conclusion

Introduction

Pourquoi recourir à l'analyse par les moteurs du développement ?

Pourquoi recourir à l'analyse par les moteurs du développement ?

Rappels conceptuels

Depuis une quinzaine d'années, les travaux développés par le chercheur Laurent Davezies ont permis de démontrer que les mécanismes du développement territorial répondaient à des logiques radicalement différentes de celles du développement macro-économique. Alors qu'à l'échelle des nations, la variable clef du développement demeure le PIB, c'est-à-dire la création de richesses, au niveau local, c'est le revenu qui demeure la pierre angulaire. La relation croissance du PIB - croissance de l'emploi - réduction du chômage et de la pauvreté qui s'opère assez mécaniquement à l'échelle des nations (phénomène cependant de moins en moins évident et de plus en plus contesté par certains économistes) n'est pas nécessairement opératoire à des échelles géographiques plus fines. Il est fréquent d'observer des territoires bénéficiant d'une forte croissance de leur PIB et de l'emploi pâtir d'une détérioration manifeste de leur niveau de cohésion sociale (tel était le cas par exemple de la Communauté d'Agglomération du Pays Châtelleraudais dans la Vienne au début des années 2000). En d'autres termes, au niveau territorial, et pour reprendre le titre d'une étude réalisée par le chercheur sur le cas francilien, **croissance ne signifie pas nécessairement développement.**

Effectivement, le niveau de développement d'un territoire dépend en réalité bien plus de sa **capacité à capter de la richesse (revenu) qu'à seulement en produire (PIB)**. Or les modalités de captation du revenu ne se limitent pas à la seule exportation de biens et de services par son système productif compétitif. Mais aussi à de puissants mécanismes redistributifs, tant publics que privés, n'ayant aucun lien avec sa capacité productive. Laurent Davezies a classé ces mécanismes en trois composantes : **l'économie résidentielle, l'économie publique et les transferts sociaux.**

En substance, un territoire se développe donc en deux temps.

Dans un premier temps, en fonction de sa capacité à capter des revenus à l'extérieur de ses "frontières". Puis, dans un second temps, en fonction de son aptitude à redistribuer ces revenus sous la forme de dépenses de consommation courante dans son économie locale pour stimuler ce que Laurent Davezies qualifie de secteur d'activité domestique, l'Insee l'économie présente et la région Rhône Alpes, l'économie de proximité ; terminologie que nous privilégierons dans la suite de ce document.

Les moteurs du développement : éléments de définition

Davezies, identifie donc quatre grands types de revenus « importés », qu'il qualifie de revenus basiques, en référence à la Théorie de la Base qui lui a servi de point d'appui pour conceptualiser son approche :

- Les revenus basiques productifs ou **Base productive exportatrice** ;
- Les revenus basiques publics ou **Base publique** ;
- Les revenus basiques résidentiels ou **Base résidentielle** ;
- Les revenus basiques sociaux ou **Base sociale**.

La Base productive exportatrice : composante mondialisée des économies locales

Les revenus basiques productifs se composent **des salaires, bénéfices industriels et commerciaux, bénéfices non commerciaux et agricoles des actifs qui travaillent dans des secteurs d'activité "exportateurs"**, c'est-à-dire qui ont pour vocation de produire des biens et des services **vendus à l'extérieur du territoire**. Le choix de localisation des entreprises de ces secteurs d'activité est généralement guidé par la nécessité d'améliorer, dans une logique d'optimisation de l'offre, leur capacité de production. La qualité de la main d'œuvre, le coût du foncier et de l'immobilier, la pression fiscale, la densité du tissu industriel local constituent à ce titre des variables à forte influence. Elles exposent plus lourdement les territoires aux risques de délocalisation que les entreprises de du secteur domestique. La Base productive constitue en quelque sorte la dimension compétitive des économies locales et demeure la composante la plus soumise aux aléas économiques conjoncturels et aux mouvements de restructuration.

Il est fondamental d'avoir à l'esprit que **la Base productive conditionne l'existence même des trois autres Bases** : sans croissance et création de valeur ajoutée, c'est effectivement tout l'équilibre du système national de redistribution inter-territoriale de richesses qui serait mis en péril.

Les Base publique : un amortisseur de choc économique

Les revenus basiques publics se composent des salaires des actifs résidant sur le territoire et travaillant dans la fonction publique d'État, Territoriale et Hospitalière. Assez peu sensible aux aléas économiques, la Base publique constitue un véritable amortisseur de choc pour les territoires en temps de crise. Il se pourrait que ce rôle se réduise dans les années à venir en raison de la volonté affichée par nos gouvernants de réduire le poids de la dette publique et d'assainir les comptes publics. Les activités publiques se localisent en règle générale plutôt en fonction de la densité de population.

Les moteurs du développement : éléments de définition

La Base résidentielle : moteur majeur des économies locales

Les revenus basiques résidentiels se composent des pensions de retraite, des dépenses touristiques marchandes et non marchandes (liées à la présence de résidents secondaires), des revenus des capitaux mobiliers et fonciers liés à la présence de leurs titulaires sur le territoire et des revenus dont bénéficient les actifs qui résident sur le territoire mais travaillent ailleurs (appelés revenus "dortoirs"). Le niveau et la dynamique de la Base résidentielle dépendent très largement des aménités des territoires (qualité du cadre de vie, ensoleillement, proximité de la mer ou de la montagne...). Au même titre que la Base publique, la Base résidentielle dépend de puissants mécanismes de redistribution inter-territoriaux. Pour les pensions de retraite, il s'agit d'un double mécanisme redistributifs à la fois intergénérationnel (conforme à notre système de répartition : les actifs actuels paient pour les "anciens") et géographique (par exemple, un actif ayant travaillé toute sa vie à Lille et qui s'installe pour sa retraite dans le sud de la France). Pour les revenus "dortoirs", il s'agit d'un mécanisme de transfert géographique lié aux migrations domicile-travail quotidiennes des actifs résidant qui travaillent en dehors du territoire.

La Base sociale : un vecteur implicite de réduction des disparités spatiales

Les revenus basiques sociaux (hors pensions de retraite qui sont intégrées dans la Base résidentielle) se composent des prestations sociales (ou transferts sociaux). Sont comptabilisés dans notre approche les transferts versés en espèces et en nature à des individus ou à des familles. Ces transferts ont pour vocation de réduire la charge financière que représente la protection contre divers risques. Outre la vieillesse et la survie (intégrée dans la Base résidentielle), elles sont associées à cinq grandes catégories de risques :

- la santé (prise en charge totale ou partielle de frais liés à la maladie, à l'invalidité, aux accidents du travail et aux maladies professionnelles) ;
- la maternité-famille (prestations liées à la maternité, allocations familiales, aides pour la garde d'enfants) ;
- la perte d'emploi (indemnisation du chômage) et les difficultés d'insertion ou de réinsertion professionnelle ;
- les difficultés de logement (aides au logement) ;
- la pauvreté et l'exclusion sociale (minimas sociaux : revenu minimum d'insertion -RMI, minimum vieillesse, etc.).

Les transferts sociaux assurent une fonction explicite de réduction des inégalités sociales et implicite de réduction des disparités territoriales. En général, mais sans que cela soit strictement mécanique, plus leur part est élevée dans l'ensemble des revenus basiques, plus les problèmes sociaux rencontrés sur les territoires sont aigus.

L'économie de proximité : éléments de définition

L'économie de proximité : un gisement d'emplois considérable pour les territoires

Les secteurs d'activité de l'économie de proximité se composent, par opposition à ceux de la Base productive exportatrice, de secteurs d'activité assez peu concurrentiels et peu exposés aux aléas conjoncturels (on l'appelle aussi à cet effet le secteur abrité). Tournés exclusivement vers la satisfaction des besoins des populations présentes, ces secteurs d'activité se localisent sur les territoires largement plus pour vendre que pour produire. Leur niveau de développement dépend préférentiellement de la propension à consommer localement des populations résidentes (actives et inactives) et des populations ponctuelles (touristes et résidents secondaires), que l'on peut regrouper sous le terme générique de population présente.

L'économie de proximité présente de multiples avantages. Moins concentrée géographiquement que les secteurs d'activité concurrentiels et exportateurs de la Base productive, ses secteurs d'activité se localisent plutôt en fonction de la densité présente et se répartissent de manière plus homogène sur le territoire national. Peu soumises aux risques de délocalisation, elles exposent moins les territoires à des chocs brutaux de réduction d'emplois. De surcroît, les compétences requises par les secteurs de l'économie de proximité couvrent un très large spectre de qualifications (allant du boulanger au médecin en passant par le chauffeur de taxi, l'artisan couvreur ou le pâtissier...). Ils demeurent ainsi beaucoup plus ouverts aux populations peu et pas qualifiées que les secteurs d'activité de la Base productive. Les secteurs de proximité concentrent un volume d'emplois particulièrement significatif pour les territoires : 54 % des emplois en moyenne contre 46 % pour les secteurs d'activité concurrentiels de la Base productive (source Insee - Clap 2006).

L'économie de proximité ne présente évidemment pas que des vertus. Sans doute plus que les secteurs d'activité concurrentiels, les secteurs d'activité qui la composent ont tendance à offrir des emplois à faibles niveaux de rémunération et/ou à statut précaire (temps partiel, CDD, emploi saisonnier). Si son dynamisme peut avoir une influence tout à fait positive sur le niveau de chômage des territoires, il peut également avoir un effet assez néfaste sur celui de la qualité de l'emploi.

Raccourci conceptuel

La prolifération sémantique qui a succédé aux travaux de Laurent Davezies a généré et génère encore de nombreuses confusions qui peuvent avoir une incidence directe dans la compréhension des phénomènes et indirecte sur les choix opérationnels de l'acteur public. Il est pour ce motif impératif de revenir sur quelques définitions et d'avoir l'esprit bien au clair sur ces questions.

➤ **Éclaircissement sémantique**

Économie résidentielle :

- **Définition** : l'économie résidentielle est une économie de flux qui se compose **de différents types de revenu** qui viennent de l'extérieur (pensions de retraite, dépenses touristiques, revenus fonciers et « revenus dortoir », cf. supra)
- **Ressort** : le développement de l'économie résidentielle dépend du niveau d'aménité des territoires (ensoleillement, qualité environnementale, cadre de vie...)

Économie domestique (Davezies) = Économie/Sphère présentielle (Insee) = Économie de proximité (Rhône Alpes) :

- **Définition** : ces trois notions regroupent strictement la même chose, à savoir les secteurs d'activité dont le développement ne dépend que de la consommation locale (par opposition aux secteurs d'activité de la Base productive exportatrice)
- **Ressort** : la propension à consommer localement des population présentes, en d'autres termes, la propension à redistribuer dans l'économie locale les différents types de revenus captés

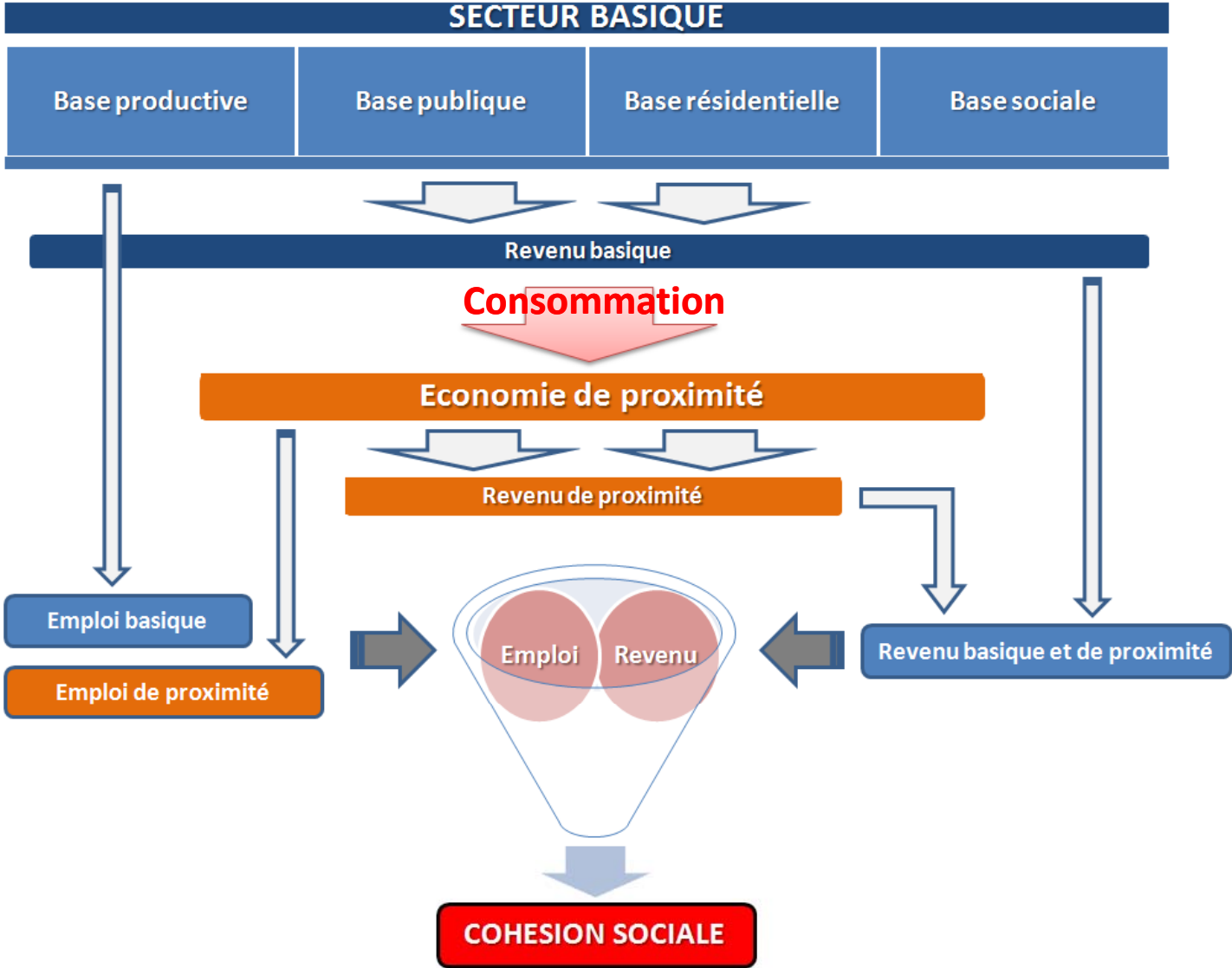
➤ **Ce qu'il faut absolument intégrer - Un territoire se développe en deux temps :**

- **Temps 1** : en fonction de sa capacité à capter de la richesse en provenance de l'extérieur
- **Temps 2** : en fonction de sa capacité à redistribuer la richesse captée dans les circuits économiques locaux (économie de proximité)

➤ **Ce qu'il ne faut ABSOLUMENT pas croire**

- L'économie résidentielle et l'économie de proximité sont des notions qui renvoient à la même chose
- Seule l'économie résidentielle stimule l'économie de proximité (effectivement, même les transferts sociaux, comme par exemple des indemnités chômage, lorsqu'ils sont dépensés sur le territoire par leur titulaire pour acheter le pain ou le journal, contribuent à alimenter l'économie de proximité)

Représentation simplifiée d'un système socio-économique local



Source : D'après L. Davezies – CNAM

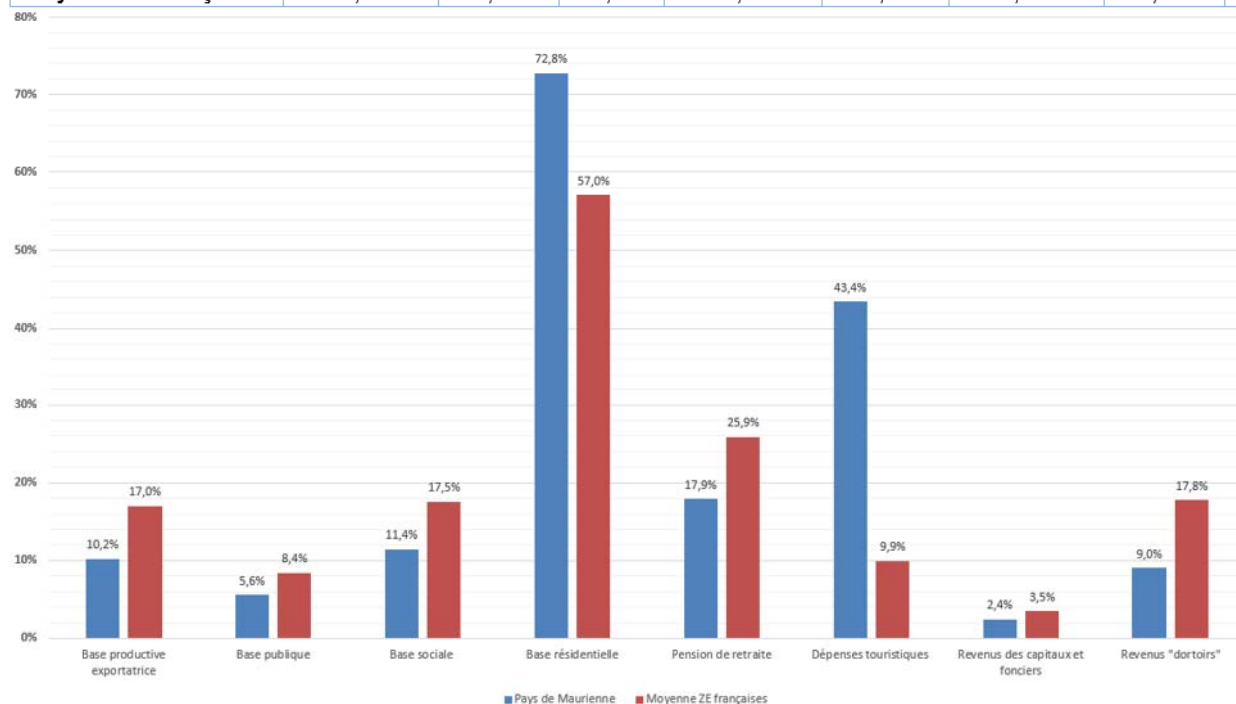
Partie 1 : Les moteurs du développement du territoire

Pour une identification de son modèle de développement

La structure des moteurs du développement du territoire

Structure des moteurs du développement du territoire en 2010 (en % des revenus captés)

	Base exportatrice	Base publique	Base sociale	Base résidentielle	Pensions de retraite	Dépenses touristiques	Revenus des capitaux et fonciers	Revenus d'ortoirs
Pays de Maurienne	10,2%	5,6%	11,4%	72,8%	17,9%	43,4%	2,4%	9,0%
Moyenne ZE françaises	17,0%	8,4%	17,5%	57,0%	25,9%	9,9%	3,5%	17,8%



Source : Calculs OPC d'après Insee (DADS, Recensement, CLAP), Ministère du Tourisme, Direction Générale des Impôts

➤ Un territoire marqué par une très nette sur-représentation de ses revenus résidentiels liée à une très forte sur-représentation des dépenses touristiques

➤ ... et une forte sous-représentation des revenus productifs exportateurs, publiques et sociaux

➤ Un profil nettement déséquilibré qui traduit une hyper-dépendance de l'économie locale à l'économie touristique



Un modèle de développement « résidentio-touristique » assez caractéristique des territoires de montagne

Le fonctionnement du système de consommation du territoire

La problématique de la consommation, pourtant abondamment traitée à l'échelle macro-économique (tant par les experts que par les politiques publiques) et surtout fondamentale pour notre développement, est totalement mise de côté à l'échelon territorial. Aucune statistique n'existe sur le sujet au niveau des territoires. Pour cette raison, nous sommes contraints d'élaborer nous-mêmes les indicateurs nécessaires à son traitement et à son analyse.

Nous avons élaborés trois indicateurs :

▪ **le potentiel de captation** : cet indicateur permet d'appréhender le degré d'attractivité d'un territoire à travers sa capacité à capter de la richesse à l'extérieur de son périmètre. Il est calculé en rapportant le volume total de revenus captés (revenus basiques) à la population résidante. Plus l'indicateur est important, plus cela signifie que le potentiel de captation est élevé.

▪ **l'effet multiplicateur** : cet indicateur permet d'appréhender le degré de redistribution des revenus captés à l'extérieur d'un territoire dans son économie locale ; autrement dit **la propension à consommer localement**. Il est calculé en rapportant le volume total de revenus captés à l'extérieur (revenus basiques) au nombre d'emplois de l'économie de proximité. Exprimé en euros, l'effet multiplicateur peut se lire comme le volume de revenus basiques nécessaire pour la création d'un emploi de proximité supplémentaire. Attention : contrairement au potentiel de captation, plus le montant exprimé par l'effet multiplicateur est important, plus cela signifie qu'il est faible et inversement.

▪ **le taux de couverture en emplois de proximité** : cet indicateur permet de mesurer la densité en emplois de proximité sur un territoire donné. Il est calculé en rapportant le nombre d'emplois de proximité à la population résidante.

Du fait de leur robustesse partielle, **ces indicateurs ne doivent pas être interprétés isolément mais toujours dans le cadre d'une double mise en perspective avec une moyenne de référence et les uns aux autres**. Ce n'est qu'en procédant de la sorte que leur analyse peut permettre d'appréhender les effets de la consommation en matière d'emploi sur les territoires.

Le fonctionnement du système de consommation du territoire

Une analyse du fonctionnement du système de consommation locale (2010)

	Potentiel de captation	Effet multiplicateur	Taux de couverture
Pays de Maurienne	22 233 €	120 572 €	18,4
Moyenne ZE françaises	14 952 €	99 320 €	15,1

Source : Calculs OPC d'après Insee (DADS, Recensement, CLAP), Ministère du Tourisme, Direction Générale des Impôts

- Un territoire qui se caractérise par un potentiel de captation de richesses exceptionnel qui traduit une forte attractivité...
- ... et une faible propension à redistribuer la richesse captée dans l'économie locale (cf. l'effet multiplicateur supérieur à la moyenne), notamment sans doute en raison d'une forte évaporation de la richesses captées
- Combinaison qui se traduit malgré par une forte densité en emplois de proximité (cf. le taux de couverture)



Un système de consommation qui fonctionne de manière efficace grâce au très fort potentiel de captation de richesses

Partie 2 : Dynamique économique du territoire

Analyse de la structure de spécialisation du tissu productif

Mise en perspective de la dynamique de l'emploi salarié privé depuis durant la « grande récession »

Mise en perspective de la dynamique de l'emploi salarié privé du territoire avec les moyennes régionale et de province durant la grande récession (2008-2012)

	2008 - 2009	2009 - 2010	2010 - 2011	2011 - 2012	2008-2012	
Pays de Maurienne	-2,1%	1,5%	0,0%	0,4%	-32	-0,3%
Rhône-Alpes	-2,7%	1,8%	1,1%	-0,1%	-658	0,0%
Province	-2,3%	0,9%	0,6%	-0,8%	-202 875	-1,5%

Source : URSSAF

Evolution structurelle-résiduelle de l'emploi salarié privé entre 2008 et 2012

	Evolution réelle (en %)	Evolution structurelle (en %)	Evolution spécifique (en %)
Pays Maurienne	-0,3%	-1,6%	1,4%

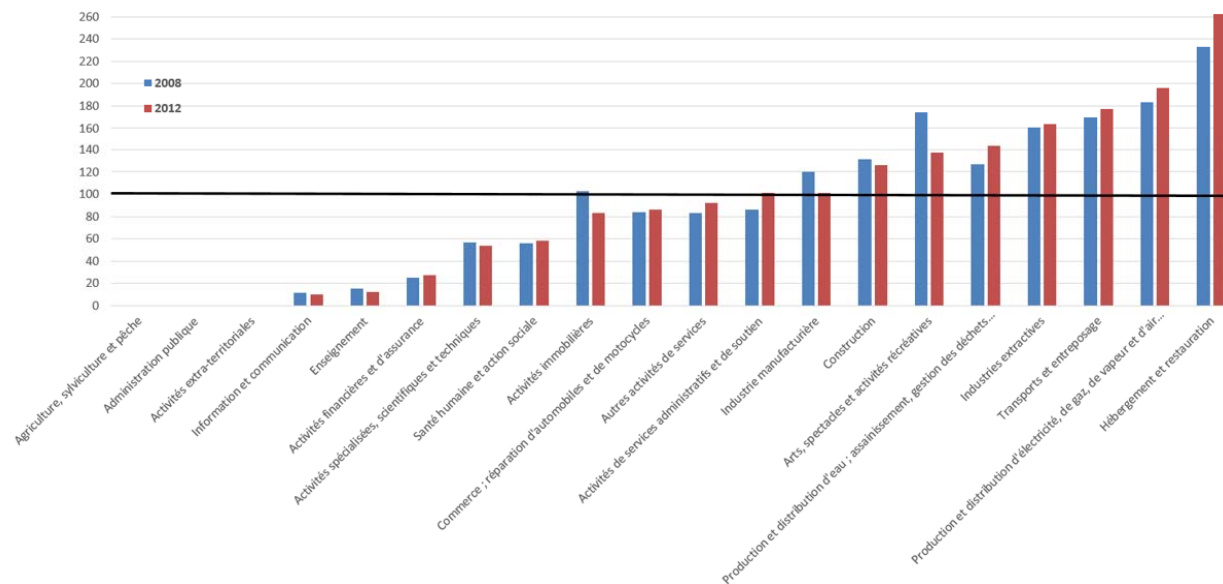
Source : Calculs OPC d'après URSSAF

Lecture : Si les secteurs d'activité du territoire avaient évolué au même rythme qu'au niveau national, l'évolution globale aurait été de - 1,6 % contre -0,3 % dans la réalité. Le système productif local fait donc mieux que ce que l'on aurait pu attendre au regard de sa structure de spécialisation grâce à une évolution spécifique de 1,4 %

- Un territoire confronté à une légère diminution de l'emploi salarié privé entre 2008 et 2012 qui traduit une moindre exposition à la dernière récession qu'en moyenne en province
- Si la première année de la crise a été particulièrement douloureuse pour le territoire en matière d'emplois (dans des proportions cependant inférieures aux moyennes), l'amorce de reprise entre 2009 et 2010 lui a été plutôt favorable. En revanche, le territoire a subi une stagnation de ses effectifs salariés entre 2010 et 2011 dans des contextes plutôt favorables mais a enregistré un net rebond entre 2011 et 2012 dans des contextes nationaux à la baisse.
- L'analyse structurelle-résiduelle de l'évolution de l'emploi salarié privé durant cette période révèle que le tissu productif local a enregistré des performances de création d'emploi supérieures à ce que l'on aurait pu attendre compte tenu de sa structure de spécialisation

La structure de spécialisation économique du territoire

Structure de spécialisation du tissu productif local en 2008 et 2012



Source : URSSAF

Lecture : Lorsque l'indice est supérieur à 100 (au-dessus du trait noir), cela signifie que le secteur d'activité est sur-représenté localement au regard de la moyenne française. On parle alors de spécialisation. Et inversement lorsqu'il est inférieur à 100

- Un territoire qui présente une structure de spécialisation assez diversifiée
- 7 secteurs d'activité apparaissent comme des secteurs de spécialisation tant en 2008 qu'en 2012
- La très forte spécialisation du secteur Hébergement et restauration est à l'image du modèle de développement très touristique du territoire
- Malgré le modèle de développement hyper-résidentiel et touristique du territoire, perdure une base industrielle assez forte marquée par une sur-représentation des secteurs *Production et distribution d'électricité, de gaz...* (247 emplois en 2012), *Industries extractives* (28 emplois) et *Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets...* (179 emplois). On notera que le secteur *Industrie manufacturière* (2 063 emplois) a été affectée d'une lourde perte de spécialisation entre 2008 et 2012 et que son poids dans l'économie locale est revenu à un niveau conforme à la moyenne nationale en 2012
- On notera la très nette sous-spécialisation du territoire dans des activités de service à haute valeur ajoutée à dimension exportatrice



Malgré un modèle de développement assez déséquilibré et marqué par une très forte spécialisation touristique, le système productif de la Maurienne présente encore un profil relativement diversifié et spécialisé dans des activités de type industriel

Dynamique de l'emploi par grands secteurs d'activité

Evolution de l'emploi salarié privé par secteur d'activité entre 2008 et 2012

	Maurienne		France
	Evo.	Evo. (en %)	Evo. (en %)
Industrie manufacturière	-604	-22,6%	-9,2%
Activités immobilières	-39	-21,9%	-4,7%
Arts, spectacles et activités récréatives	-61	-18,0%	2,8%
Enseignement	-5	-15,6%	2,5%
Information et communication	-7	-11,9%	-0,5%
Construction	-126	-8,7%	-6,0%
Industries extractives	-2	-6,7%	-9,2%
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	-5	-1,0%	2,4%
Total	-32	-0,3%	-1,2%
Agriculture, sylviculture et pêche	0	0,0%	0,4%
Administration publique	0	0,0%	-6,3%
Activités extra-territoriales	0	0,0%	-4,8%
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	37	2,0%	-1,4%
Transports et entreposage	46	2,7%	-2,6%
Activités financières et d'assurance	17	13,0%	2,0%
Santé humaine et action sociale	80	13,3%	8,1%
Autres activités de services	44	13,7%	1,5%
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	32	14,9%	6,1%
Activités de services administratifs et de soutien	203	19,0%	-0,1%
Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution	31	20,9%	5,9%
Hébergement et restauration	327	21,7%	6,7%

Source : URSSAF

➤ Le secteur *Industrie manufacturière*, principal secteur de spécialisation du territoire en 2008, a enregistré de très lourdes pertes depuis l'entrée en récession : - 604 emplois, soit une baisse de - 22,6 % contre - 9,2 % au niveau national

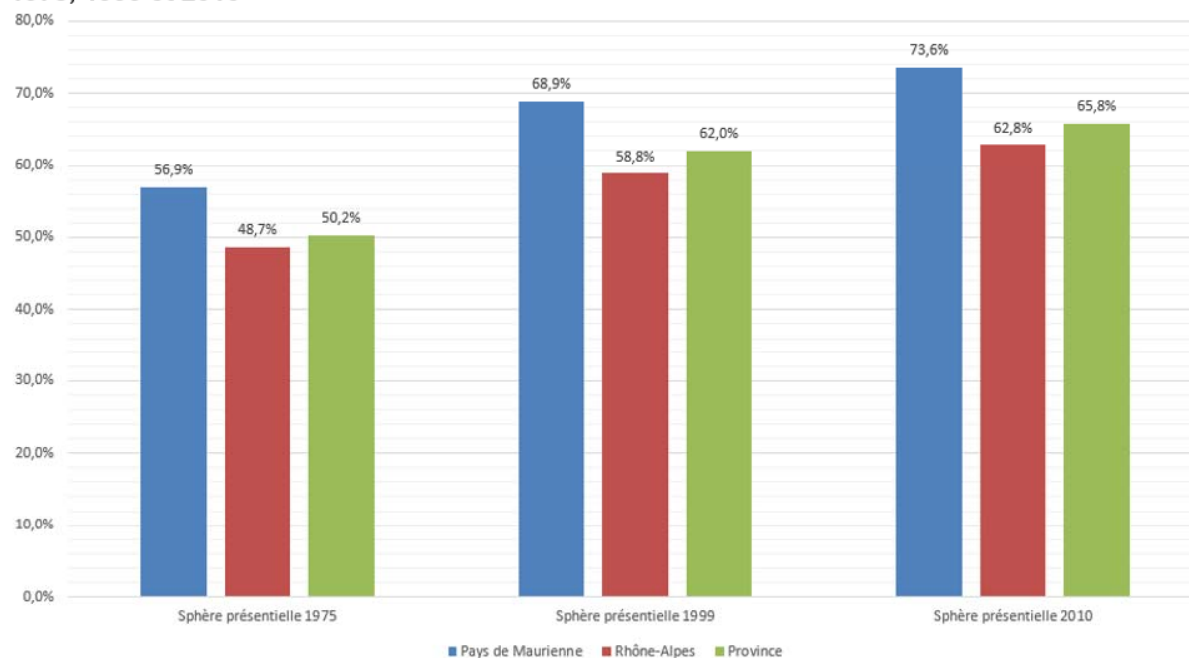
➤ Les autres principaux secteurs de spécialisation du territoire ont enregistré des performances de créations d'emplois tout à fait remarquables : + 327 emplois (soit + 21,7 % de croissance contre + 6,7 %) pour le secteur *Hébergement et restauration*, + 20,9 % pour le secteur *Production et distribution d'eau...* , + 14,9 % pour le secteur *Production et distribution d'électricité, de gaz...*

➤ On relèvera les performances tout à fait exceptionnelles du secteur *Activités de services administratifs et de soutien*, qui concentre les activités externalisées par les entreprises (intérim, sécurité, nettoyage... notamment), dans un contexte national plutôt défavorable

➤ On notera également les piètres performances du secteur de la *Construction* marqué par de lourdes pertes d'emplois (- 126 emplois, soit - 8,7 % de baisse contre - 6 % en moyenne au niveau national

Dynamique de l'emploi par sphère : un tissu productif qui se « résidentialise »

Mise en perspective de la part des emplois de la sphère présenteielle dans l'emploi total en 1975, 1999 et 2010



Source : Insee - CLAP

➤ Déjà supérieure aux moyennes de comparaison en 1975, la part des emplois de la sphère présenteielle a considérablement augmenté sur la période 1975-2010...

➤ ... plus en raison des fortes diminutions de l'emploi dans la sphère non présenteielle (activités à dimension exportatrice), marquée par une chute de leurs effectifs de - 22,9 % contre - 3 % en Rhône Alpes et - 12,2 % en France, que d'un dynamisme spécifique de la sphère présenteielle qui a certes enregistré une rapide progression de ses effectifs mais inférieure aux moyennes

Mise en perspective de la dynamique des emplois présentsiels et non présentsiels entre 1975 et 2010

	Evo. Sphère présenteielle		Evo. Sphère non présenteielle	
Pays de Maurienne	5 693	62,8%	-1 573	-22,9%
Rhône-Alpes	+ 687 951	+ 72,6%	-29 547	-3,0%
Province	+ 5 474 783	+ 67,3%	-984 802	-12,2%

Source : Insee - CLAP

➤ La mutation du tissu productif est ainsi plus le fruit d'un processus de présidentialisation par le bas lié à l'effondrement des activités concurrentielles que du dynamisme spécifique de la consommation

Dynamique des emplois de « proximité » : une approche « segmentée » de la sphère présentielle

Mise en perspective de la part des emplois salariés privés des sphères « mixte », non présentielle et présentielle dans l'emploi salarié privé total en 2008 et 2012

	2008			2012		
	Mixte	Non présentielle	Présentielle	Mixte	Non présentielle	Présentielle
Pays de Maurienne	11,8%	28,1%	60,1%	13,7%	22,8%	63,6%
Rhône Alpes	17,8%	35,8%	46,4%	17,9%	34,0%	48,1%
Province	18,7%	29,4%	51,9%	18,7%	28,4%	52,9%

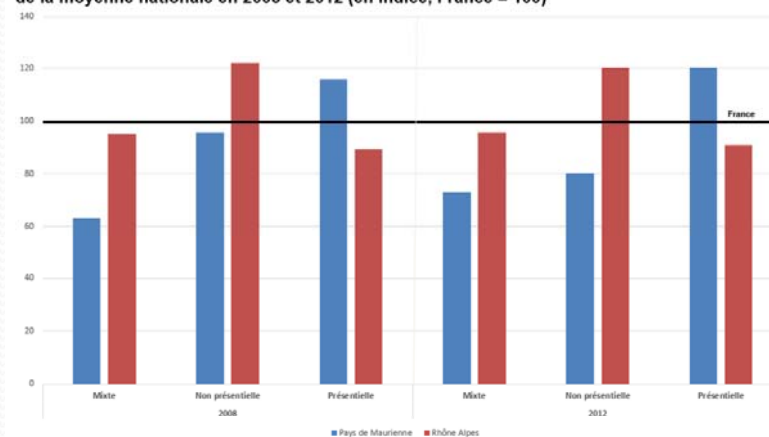
Source : Calculs OPC d'après URSSAF

Evolution des emplois salariés privés des sphères « mixte », non présentielle et présentielle entre 2008 et 2012

	2008-2012 (en %)			
	Mixte	Non présentielle	Présentielle	Total
Pays de Maurienne	15,4%	-19,1%	5,5%	-0,3%
Rhône Alpes	-0,2%	-5,5%	3,0%	-0,6%
Province	-1,7%	-5,1%	0,3%	-1,7%

Source : Calculs OPC d'après URSSAF

Mise en perspective de la part des emplois salariés privés des sphères « mixte », non présentielle et présentielle dans l'emploi salarié privé total de l'Ouest Lyonnais et de Rhône Alpes au regard de la moyenne nationale en 2008 et 2012 (en indice, France = 100)



Source : Calculs OPC d'après URSSAF

Lecture : Lorsque l'indice est supérieur à 100 cela signifie que la catégorie est surreprésentée au regard de la moyenne nationale et inversement lorsque il est inférieur à 100

➤ La lecture de la structure de spécialisation du tissu productif que nous donne la grille de lecture proposée par l'Insee à partir du découpage en sphères présentielle et non présentielle recèle un certain nombre de biais. Effectivement, il existe toute une gamme de secteurs d'activité dont le marché peut potentiellement être local et extérieur au territoire. C'est ce que nous appelons les secteurs « mixtes » (cf. en annexe la liste des secteurs d'activité classés comme mixte). Or il est intéressant de travailler sur les secteurs mixtes à double titre : d'une part leur identification implique mécaniquement une diminution de la sphère présentielle (au sens de l'Insee) et d'autre part, elle nous permet d'identifier les potentialités de montée en gamme des tissus productifs locaux (c'est-à-dire des secteurs d'activité dont le marché pourrait s'étendre du local vers l'extérieur)

➤ L'application de cette nouvelle grille de lecture nous permet de porter un regard complémentaire sur le système productif de la Maurienne : les secteurs d'activité « mixtes » et non présentiels apparaissent largement sous-représentés au regard de la moyenne nationale tant en 2008 qu'en 2012 alors que les secteurs exclusivement présentiels y apparaissent nettement sur-représentés. Cette nouvelle décomposition fait ainsi apparaître, de manière tout à fait concordante avec l'approche précédente, la très forte orientation présentielle du tissu productif local, accentuée par les moindre potentialités de « montée en gamme » des secteurs d'activité présentielle synthétisée par le faible poids des secteurs d'activité « mixtes »

Dynamique des emplois de « proximité » : une décomposition en trois fonctions

Répartition des emplois salariés privés de l'économie de proximité par grandes fonctions en 2008 et 2012

	2008			2012		
	Production	Service	Service de production	Production	Service	Service de production
Pays de Maurienne	27,8%	70,9%	1,3%	26,2%	72,5%	1,2%
Rhône Alpes	28,5%	69,5%	2,0%	27,9%	70,2%	1,9%
Province	26,7%	71,7%	1,6%	25,9%	72,5%	1,6%

Source : Calculs OPC d'après URSSAF

Evolution des emplois salariés privés de l'économie de proximité par grandes fonctions entre 2008 et 2012

	2008				2012			
	Production	Service	Service de production	Total présentiel	Production	Service	Service de production	Total présentiel
Pays de Maurienne	-20	430	-3	407	-0,9%	7,6%	-2,8%	5,1%
Rhône Alpes	1 205	20 582	-293	21 494	0,5%	3,7%	-1,8%	2,7%
Province	-48 725	71 558	-1 181	21 652	-2,7%	1,5%	-1,1%	0,3%

Source : Calculs OPC d'après URSSAF

- Si l'économie de proximité reste une économie largement centrée sur des activités de service, un certain nombre de ses secteurs d'activité n'en demeurent pas moins spécialisés dans des activités de production et des activités que nous avons appelé « service de production » (par exemple les activités de réparation qui sont au départ des activités de service mais nécessitent un acte de production).
- La décomposition des secteurs de proximité en trois fonctions nous permet d'observer que la part des secteurs de proximité de production demeure plus importante localement qu'en moyenne en province mais inférieure à leur poids en région.
- On notera que si les emplois de service de l'économie de proximité ont progressé de 7,6 % entre 2008 et 2012, soit un rythme sensiblement supérieur aux moyennes, les emplois des secteurs de proximité spécialisés dans des activités de production et de services de production ont plutôt eu tendance à diminuer

Le dynamisme des secteurs d'activité de l'économie de proximité : le palmarès des secteurs les plus dynamiques et les plus en difficulté

Les 15 secteurs d'activité de l'économie de proximité qui ont enregistré les plus fortes progressions d'emplois salariés privés entre 2008 et 2012

	Evo. du nombre d'emplois 2008-2012
<i>Téléphériques et remontées mécaniques</i>	151
<i>Hébergement touristique et autre hébergement de courte durée</i>	115
<i>Restauration traditionnelle</i>	112
<i>Hôtels et hébergement similaire</i>	102
<i>Action sociale sans hébergement n.c.a.</i>	44
<i>Commerce de détail d'articles de sport en magasin spécialisé</i>	36
<i>Hébergement social pour handicapés mentaux et malades mentaux</i>	32
<i>Travaux de terrassement courants et travaux préparatoires</i>	31
<i>Autres organisations fonctionnant par adhésion volontaire</i>	30
<i>Accueil de jeunes enfants</i>	25
<i>Supermarchés</i>	24
<i>Autres commerces de détail alimentaires en magasin spécialisé</i>	22
<i>Autres services de réservation et activités connexes</i>	16
<i>Arts du spectacle vivant</i>	15
<i>Aide à domicile</i>	14

Source : URSSAF

Les 15 secteurs d'activité de l'économie de proximité qui ont enregistré les plus fortes réductions d'emplois salariés privés entre 2008 et 2012

	Evo. du nombre d'emplois 2008-2012
<i>Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment</i>	-98
<i>Gestion d'installations sportives</i>	-72
<i>Hébergement social pour enfants en difficultés</i>	-44
<i>Activités des agences de voyage</i>	-35
<i>Travaux d'installation d'équipements thermiques et de climatisation</i>	-21
<i>Activités de clubs de sports</i>	-19
<i>Hypermarchés</i>	-19
<i>Travaux de terrassement spécialisés ou de grande masse</i>	-17
<i>Activités combinées de soutien lié aux bâtiments</i>	-16
<i>Charcuterie</i>	-15
<i>Administration d'immeubles et autres biens immobiliers</i>	-14
<i>Débits de boissons</i>	-14
<i>Travaux de menuiserie métallique et serrurerie</i>	-11
<i>Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers</i>	-11
<i>Agences immobilières</i>	-11

Source : URSSAF

Partie 3 : Le niveau de développement social du territoire

Une approche synthétique

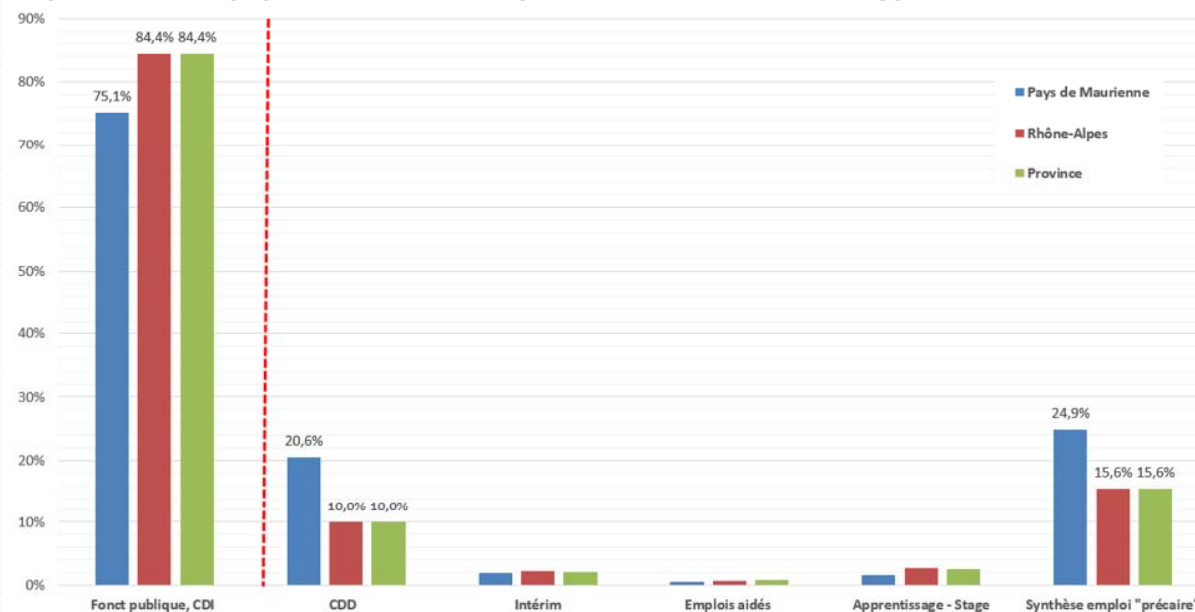
Les effets du modèle de développement sur la qualité de l'emploi

Part des actifs occupés à temps partiel en 2010

	Part des actifs occupés à temps partiel	Part des femmes dans les actifs occupés à temps partiel
Maurienne	20,0%	79,4%
Rhône-Alpes	18,9%	80,2%
Province	17,8%	79,5%

Source : Insee - Recensement de la population

Répartition de la population active occupée salariée en fonction du type de contrat en 2010



Source : Insee - Recensement de la population

Lecture : 84,4 % des actifs occupés salariés de province sont titulaires de la fonction publique ou en CDI, 10 % en CDD...

➤ Si la proportion d'actifs en emplois à temps partiel du territoire demeure très sensiblement supérieure aux moyennes de comparaison, la part des femmes travaillant à temps partiel, excessivement élevée, n'en demeure moins similaire à la moyenne nationale et légèrement inférieure à la moyenne régionale

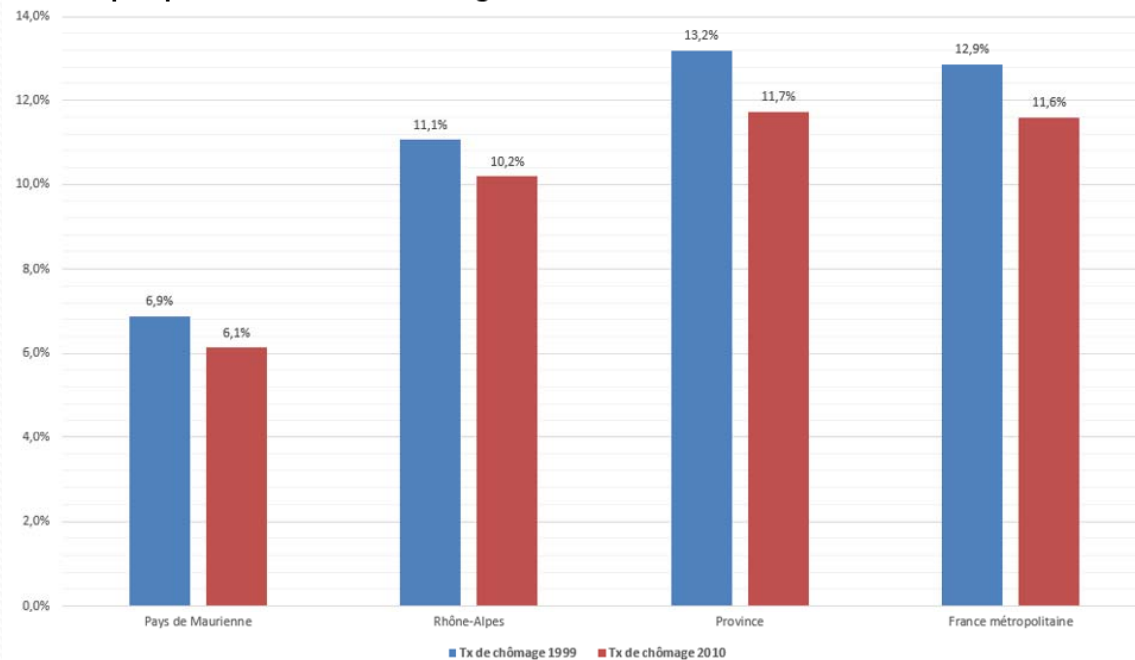
➤ La proportion d'actifs en contrat « précaire » demeure très largement supérieure aux moyennes de comparaison en raison du très faible poids des actifs en contrat stable (fonction publique et CDI) et d'une très nette sur-représentation des actifs en CDD



Un territoire confronté à une qualité de l'emploi structurellement faible, largement lié à son modèle de développement, qui ne peut avoir qu'un impact significatif et négatif en matière de précarité et pauvreté laborieuse (travailleurs pauvres)

Analyse synthétique du fonctionnement du marché du travail local

Mise en perspective du taux de chômage en 1999 et 2010



Source : Insee - Recensement de la population

➤ Un territoire marqué par un taux de chômage structurellement très bas assez caractéristique des territoires au profil touristique et confrontés à des taux de rotation très rapide de la demande d'emploi, corolaire de la piètre qualité de l'emploi

Evolution du nombre de chômeurs entre 1999 et 2010

	Evo. actifs 15-64 ans 1999-2010		Evo. chômeurs 15-64 ans 1999-2010	
	Nombre	Taux	Nombre	Taux
Pays de Maurienne	2 029	10,6%	-18	-1,4%
Rhône-Alpes	366 969	14,1%	14 691	5,1%
Province	2 309 907	11,0%	-38 207	-1,4%
France métropolitaine	2 852 803	10,8%	-3 854	-0,1%

Source : Insee - Recensement de la population

➤ La baisse du chômage entre 1999 et 2010 est liée à un accroissement rapide de la population active (cependant inférieur aux moyennes de comparaison, particulièrement celle de Rhône Alpes) combinée à une diminution du nombre de chômeurs



Un territoire marqué par un taux de chômage structurellement inférieur aux moyennes de comparaison assez caractéristique des territoires de montagne à forte dimension touristique et faible qualité de l'emploi

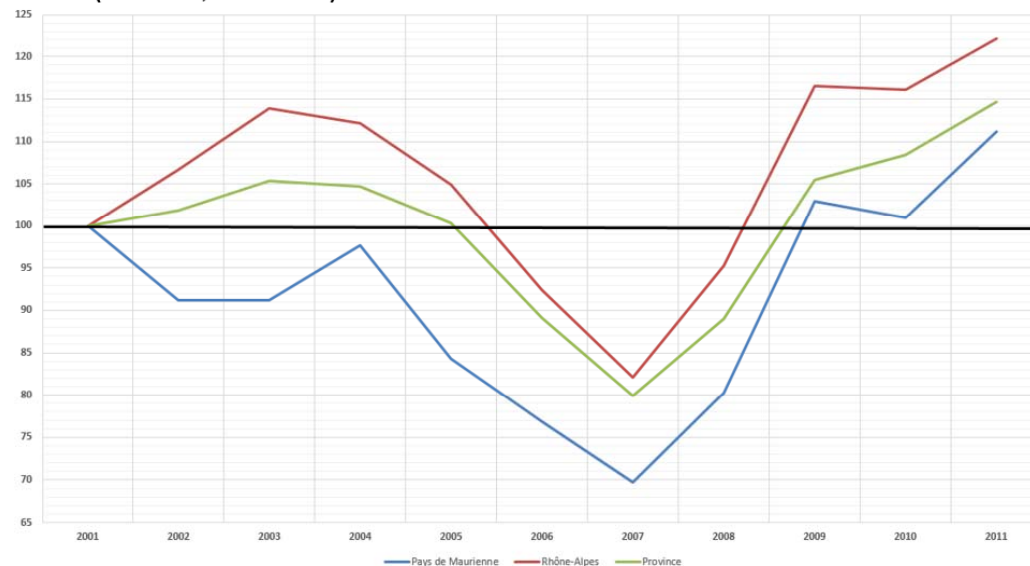
Analyse synthétique du fonctionnement du marché du travail local

Mise en perspective de la dynamique des demandeurs d'emploi (DEFM catégorie A) entre 2001 et 2011 au gré des cycles conjoncturels

	2001-2005		2005-2007		2007-2011		2001-2011	
Pays de Maurienne	-173	-15,8%	-159	-17,2%	455	59,4%	123	11,2%
Rhône-Alpes	10 380	4,9%	-48 483	-21,7%	85 217	48,6%	47 114	22,1%
Province	6 594	0,3%	-458 786	-20,3%	782 569	43,5%	330 377	14,7%

Source : Insee - Statistiques du marché du travail

Mise en perspective de la dynamique des demandeurs d'emploi (DEFM catégorie A) entre 2001 et 2011 (en indice, 2001 = 100)



Source : Insee - Statistiques du marché du travail

➤ La progression du nombre de demandeurs d'emploi (DEFM) du territoire entre 2001 et 2011 a été plutôt modérée et sensiblement inférieure aux moyennes (+ 11,2 % contre + 22,1 % en région Rhône Alpes)

➤ Ce en raison d'une réduction largement anticipée du nombre de DEFM entre 2001 et 2005, d'une accélération de leur baisse (même si moins intense qu'en moyennes) durant la période faste des années 2005-2007 et malgré une forte exposition à la récession de 2008 (+ 59,4 % de croissance contre 48,6 % au niveau régional) qui s'explique très probablement par les difficultés enregistrées par les secteurs locaux de l'industrie

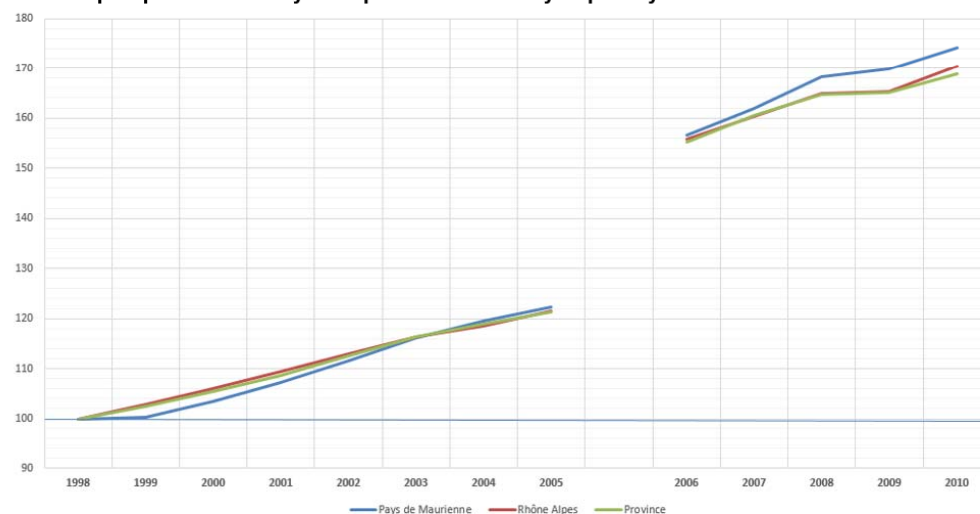
Evolution du revenu durant la dernière décennie : un territoire marqué par une progression plus rapide du revenu de ses habitants

Mise en perspective de la dynamique du revenu moyen par foyer fiscal entre 1998 et 2009

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Pays de Maurienne	13 055 €	13 108 €	13 515 €	14 006 €	14 562 €	15 172 €	15 602 €	15 963 €	20 440 €	21 131 €	21 969 €	22 161 €	22 738 €
Rhône Alpes	14 601 €	15 017 €	15 493 €	15 968 €	16 498 €	16 990 €	17 318 €	17 739 €	22 743 €	23 410 €	24 075 €	24 124 €	24 884 €
Province	13 174 €	13 502 €	13 906 €	14 315 €	14 820 €	15 330 €	15 665 €	15 986 €	20 450 €	21 135 €	21 683 €	21 760 €	22 245 €

Source : Insee - Revenus fiscaux

Mise en perspective de la dynamique du revenu moyen par foyer fiscal entre 1998 et 2010



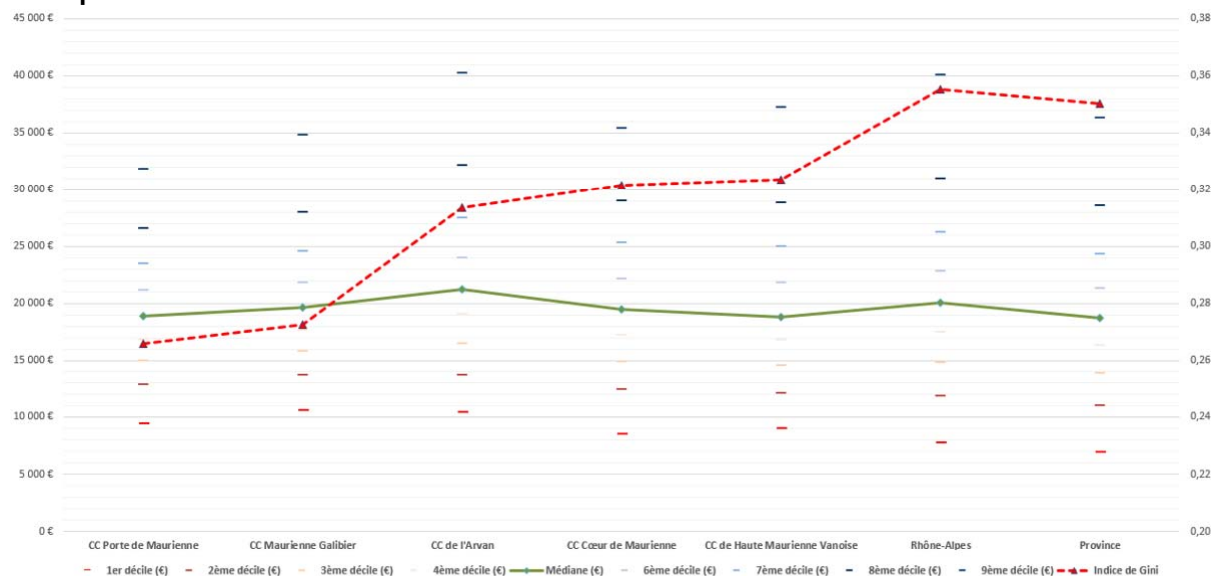
Source : Insee - Revenus fiscaux

Note : En raison d'un changement dans le calcul du revenu fiscal en 2006, il n'est pas possible de comparer son évolution entre 2005 et 2006 (d'où la rupture matérialisée sur le graphique entre 2005 et 2006)

➤ En dépit d'une progression supérieure à la moyenne, le revenu moyen des ménages est resté inférieur aux moyennes de comparaison

Un territoire marqué par une structure sociale particulièrement homogène

Mise en perspective de la distribution des revenus fiscaux par décile et par unité de consommation et du niveau d'inégalités de revenu (indice de Gini) avec les moyennes régionale et de province en 2011



Source : Insee - Revenus fiscaux des ménages

Lecture : Le 1^{er} décile est le revenu maximal des 10 % des ménages les plus pauvres, le 9^{ème} décile est le revenu minimal des 10 % les plus riches... L'indice de Gini est compris entre 0 et 1. Plus il est proche de 1, plus les inégalités sont élevées

Mise en perspective des déciles de revenu et de l'indice de Gini en 2011

	1 ^{er} décile (€)	2 ^{ème} décile (€)	3 ^{ème} décile (€)	4 ^{ème} décile (€)	Médiane (€)	6 ^{ème} décile (€)	7 ^{ème} décile (€)	8 ^{ème} décile (€)	9 ^{ème} décile (€)	Indice de Gini
CC Cœur de Maurienne	8 576 €	12 406 €	14 893 €	17 241 €	19 526 €	22 147 €	25 292 €	28 993 €	35 403 €	0,3216
CC de Haute Maurienne Vanoise	9 058 €	12 096 €	14 542 €	16 787 €	18 813 €	21 836 €	25 005 €	28 838 €	37 201 €	0,3235
CC Maurienne Galibier	10 654 €	13 662 €	15 829 €	17 695 €	19 684 €	21 851 €	24 573 €	27 994 €	34 850 €	0,2726
CC Porte de Maurienne	9 481 €	12 803 €	14 964 €	16 855 €	18 947 €	21 121 €	23 451 €	26 599 €	31 784 €	0,2881
CC de l'Arvan	10 466 €	13 685 €	16 464 €	19 039 €	21 230 €	23 981 €	27 459 €	32 129 €	40 217 €	0,3137
CC de la Vallée du Glandon	s	s	s	s	s	s	s	s	s	s
Rhône-Alpes	7 760 €	11 823 €	14 860 €	17 482 €	20 062 €	22 849 €	26 227 €	31 010 €	40 046 €	0,3554
Province	6 995 €	10 980 €	13 861 €	16 344 €	18 737 €	21 300 €	24 353 €	28 557 €	36 271 €	0,3502

Source : Insee - Revenus fiscaux des ménages

Lecture : Le 1^{er} décile est le revenu maximal des 10 % des ménages les plus pauvres, le 9^{ème} décile est le revenu minimal des 10 % les plus riches... L'indice de Gini est compris entre 0 et 1. Plus il est proche de 1, plus les inégalités sont élevées

- Si le revenu médian des ménages des communautés de communes du territoire demeure systématiquement inférieur à la moyenne régionale (sauf pour la CC de l'Arvan)...
- ... celui des catégories les plus défavorisées, particulièrement celui du 1^{er} décile (c'est à dire les 10 % les plus pauvres) demeure sensiblement supérieure aux moyennes. Ce qui signifie que la pauvreté demeure moins intense localement qu'en moyennes (en d'autres termes que les pauvres demeurent moins pauvres qu'ailleurs)
- A l'opposé, les catégories les plus favorisées, notamment celles appartenant au 9^{ème} décile (les 10 % les plus riches), présentent un niveau de revenu plutôt inférieur aux moyennes ; ce qui signifie qu'elles demeurent plutôt moins riches qu'en moyennes

➤ Le niveau d'inégalités de revenus entre habitants (indice de Gini) observé à l'échelle des CC de la Maurienne demeure sensiblement inférieur aux moyennes ; traduction d'une assez forte homogénéité sociale

Conclusion


Un territoire confronté à un processus de « résidentialisation » très puissant

Le modèle de développement du CDDRA de la Maurienne présente un profil très déséquilibré de type « résidentio-touristique » assez caractéristique des territoires de montagne. L'économie résidentielle y demeure effectivement largement sur-développée en raison d'une hypertrophie des dépenses touristiques et ce en dépit d'une nette sous-représentation des pensions de retraite et des revenus « dortoirs ». A contrario, les revenus productifs exportateurs, publics et sociaux apparaissent quant à eux largement sous-représentés.

Le système de consommation du territoire se caractérise par un mode de fonctionnement efficace mais pas totalement optimal marqué par un très fort potentiel de captation de richesses - symptomatique de la forte attractivité du territoire – qui compense largement la moindre propension à consommer localement (cf. l'effet multiplicateur) et favorise largement les dynamiques de créations d'emplois de proximité (cf. la densité en emplois largement supérieure à la moyenne).

Bien que fortement déséquilibré, le modèle de développement du territoire a pour vertu d'être relativement résilient. Les pertes d'emplois subies par le territoire ont effectivement été plutôt modérées depuis 2008 et l'entrée en vigueur de la « Grande récession ». Effectivement, et si la Maurienne a été un peu plus affectée qu'en moyenne en Rhône Alpes, les destructions (nettes) d'emplois ont été faibles en volume (- 32 emplois) et ont été moins violentes qu'en moyenne au niveau national ; ce malgré une orientation sectorielle plutôt défavorable (le système productif local demeure plutôt spécialisé dans des secteurs d'activité qui enregistrent des pertes d'emplois au niveau national) et grâce au dynamisme spécifique de ses entreprises.

Cette relativement bonne capacité de résilience s'explique probablement à la fois par la forte diversification du tissu économique locale et sa dimension structurellement (et historiquement) présente (les secteurs d'activité présents demeurent moins exposés aux aléas conjoncturels que les secteurs concurrentiels de la sphère non présente). Le niveau de diversification du tissu productif local semble cependant assez relatif. Comme le suggère le modèle de développement, le système productif local semble s'enfermer dans une logique de spécialisation porteuse d'un **rétrécissement de sa base concurrentielle** (évidemment accentuée par la dernière récession). Effectivement, depuis 1975, les emplois de la sphère présente ont progressé à un rythme rapide alors que ceux de la sphère non présente se sont effondrés à un rythme sensiblement supérieur aux moyennes régionale et nationale. Et les secteurs les plus concurrentiels du territoire comme *l'Industrie manufacturière* ont payé d'un lourd tribut la dernière entrée en récession.




L'analyse détaillée de l'économie de proximité incite à la même conclusion. Effectivement, compte tenu du faible poids des secteurs d'activité « mixtes » (secteurs d'activité dont le marché peut potentiellement être local **et** extérieur au territoire) et de l'importance modérée dans l'économie locale des secteurs d'activité de proximité de production, le système productif de la Maurienne présente un potentiel de montée en gamme (i.e. de montée en puissance de ses activités concurrentielles et exportatrices) assez réduit qui risque de ne pas permettre ne serait-ce que le maintien de sa base concurrentielle en l'état et de ralentir le processus de « résidentialisation » depuis longtemps enclenché.

Le modèle de développement de la Maurienne et ses dynamiques économiques sous-jacentes sont porteuses d'une très forte précarisation des conditions d'emploi : la part des actifs occupés à temps partiel et en contrats instables y demeurent exceptionnellement élevée, notamment en raison d'une sur-représentation des contrats en CDD. Le constat en matière de chômage est en revanche beaucoup plus positif. Comme souvent sur les territoires « touristiques », le taux de chômage y est structurellement très faible, notamment en raison d'un très fort turn-over des demandeurs d'emploi qui multiplient les entrées et les sorties sur le marché du travail à des rythmes de plus en plus fréquents et rapides, dynamique strictement corrélée au processus de dégradation de la qualité de l'emploi.

Au final, ces modalités de fonctionnement ne semble pas encore trop déstabiliser le niveau de cohésion sociale du territoire. Effectivement, en dépit d'un revenu médian inférieur aux moyennes, la pauvreté apparaît localement moins intense (i.e. les pauvres demeurent moins pauvres qu'en moyennes) et la structure sociale du territoire apparaît assez peu inégalitaire.


A quelques exceptions près, et malgré un modèle de développement que l'on peut qualifier de clairement déséquilibré, le fonctionnement socio-économique du territoire de la CALB apparaît tout plutôt porteur en terme de cohésion sociale aujourd'hui. Pour autant, il convient tout de même de faire preuve d'une grande vigilance pour une raison essentielle : **l'enfermement du territoire dans une logique « d'hyper-résidentialisation » portée par le développement mal maîtrisé de l'économie touristique pourrait à très court terme être porteur de risques** à la fois économiques (en cas de retournement de l'activité touristique), sociaux (précarisation accentuée de la condition salariale, montée en puissance de la pauvreté laborieuse, hausse excessive du coût du foncier et de l'immobilier pour les populations résidentes...) et environnementaux (croissance des nuisances environnementales liées à une empreinte écologique de plus en plus forte...).



Trois axes stratégiques fondamentaux se dessinent ainsi à la lecture des enjeux soulevés par ce diagnostic :

- il est évidemment impératif **d'accompagner et de réguler le développement de l'activité touristique**, principal moteur de l'économie locale, pour anticiper ses effets pervers ;
- **favoriser la diversification du modèle de développement du territoire en encourageant également la redynamisation des activités productives concurrentielles** (cf. le faible poids de la Base productive exportatrice), ce d'autant plus que le territoire semble bénéficier de potentialités de plus en plus altérées dans ce domaine ;
- **encourager la propension à consommer localement** pour favoriser plus encore le dynamisme de l'économie de proximité

Annexes



Annexe I
***Les secteurs des sphères présenteielle et non présenteielle
reclassés comme « mixtes »***

Liste des secteurs d'activité « mixtes »

Liste des secteurs d'activité « mixtes »

Secteur d'activité (NAF5)	Classification Sphère Insee initiale
<i>Culture de légumes, de melons, de racines et de tubercules</i>	Non présenteielle
<i>Activités de soutien aux cultures</i>	Non présenteielle
<i>Chasse, piégeage et services annexes</i>	Non présenteielle
<i>Sylviculture et autres activités forestières</i>	Non présenteielle
<i>Exploitation forestière</i>	Non présenteielle
<i>Services de soutien à l'exploitation forestière</i>	Non présenteielle
<i>Transformation et conservation de la viande de boucherie</i>	Non présenteielle
<i>Transformation et conservation de la viande de volaille</i>	Non présenteielle
<i>Transformation et conservation de poisson, de crustacés et de mollusques</i>	Non présenteielle
<i>Transformation et conservation de pommes de terre</i>	Non présenteielle
<i>Préparation de jus de fruits et légumes</i>	Non présenteielle
<i>Autre transformation et conservation de légumes</i>	Non présenteielle
<i>Transformation et conservation de fruits</i>	Non présenteielle
<i>Fabrication de lait liquide et de produits frais</i>	Non présenteielle
<i>Fabrication de beurre</i>	Non présenteielle
<i>Fabrication de fromage</i>	Non présenteielle
<i>Fabrication d'autres produits laitiers</i>	Non présenteielle
<i>Fabrication de glaces et sorbets</i>	Non présenteielle
<i>Fabrication industrielle de pain et de pâtisserie fraîche</i>	Non présenteielle
<i>Cuisson de produits de boulangerie</i>	Présentielle
<i>Boulangerie et boulangerie-pâtisserie</i>	Présentielle
<i>Pâtisserie</i>	Présentielle
<i>Fabrication de cidre et de vins de fruits</i>	Non présenteielle
<i>Sciage et rabotage du bois, hors imprégnation</i>	Non présenteielle
<i>Imprégnation du bois</i>	Non présenteielle
<i>Fabrication de placage et de panneaux de bois</i>	Non présenteielle
<i>Fabrication de parquets assemblés</i>	Non présenteielle

Liste des secteurs d'activité « mixtes » (suite)

<i>Fabrication de charpentes et d'autres menuiseries</i>	Non présente
<i>Fabrication d'objets divers en bois ; fabrication d'objets en liège, vannerie et sparterie</i>	Non présente
<i>Reliure et activités connexes</i>	Non présente
<i>Fabrication de savons, détergents et produits d'entretien</i>	Non présente
<i>Fabrication d'huiles essentielles</i>	Non présente
<i>Fabrication de verre plat</i>	Non présente
<i>Façonnage et transformation du verre plat</i>	Non présente
<i>Fabrication de verre creux</i>	Non présente
<i>Fabrication et façonnage d'autres articles en verre, y compris verre technique</i>	Non présente
<i>Fabrication de carreaux en céramique</i>	Non présente
<i>Fabrication de briques, tuiles et produits de construction, en terre cuite</i>	Non présente
<i>Fabrication d'articles céramiques à usage domestique ou ornemental</i>	Non présente
<i>Fabrication d'autres produits céramiques</i>	Non présente
<i>Fabrication de chaux et plâtre</i>	Non présente
<i>Fabrication d'éléments en béton pour la construction</i>	Non présente
<i>Fabrication d'éléments en plâtre pour la construction</i>	Non présente
<i>Fabrication de coutellerie</i>	Non présente
<i>Fabrication de serrures et de ferrures</i>	Non présente
<i>Fabrication de moules et modèles</i>	Non présente
<i>Fabrication de meubles de cuisine</i>	Non présente
<i>Fabrication de sièges d'ameublement d'intérieur</i>	Non présente
<i>Fabrication d'articles de joaillerie et bijouterie</i>	Non présente
<i>Fabrication d'articles de bijouterie fantaisie et articles similaires</i>	Non présente
<i>Réparation d'ouvrages en métaux</i>	Non présente
<i>Réparation de machines et équipements mécaniques</i>	Non présente
<i>Réparation de matériels électroniques et optiques</i>	Non présente
<i>Réparation d'équipements électriques</i>	Non présente
<i>Installation de structures métalliques, chaudronnées et de tuyauterie</i>	Non présente
<i>Installation de machines et équipements mécaniques</i>	Non présente

Liste des secteurs d'activité « mixtes » (suite)

<i>Installation d'équipements électriques, de matériels électroniques et optiques ou d'autres matériels</i>	Non présente
<i>Construction de maisons individuelles</i>	Présente
<i>Construction d'autres bâtiments</i>	Présente
<i>Intermédiaires du commerce en matières premières agricoles, animaux vivants, matières premières textiles et produits semi-finis</i>	Non présente
<i>Entreposage et stockage frigorifique</i>	Non présente
<i>Entreposage et stockage non frigorifique</i>	Non présente
<i>Portails Internet</i>	Non présente
<i>Activités des marchands de biens immobiliers</i>	Présente
<i>Location de logements</i>	Présente
<i>Location de terrains et d'autres biens immobiliers</i>	Non présente
<i>Agences immobilières</i>	Présente
<i>Supports juridiques de gestion de patrimoine immobilier</i>	Présente
<i>Activités juridiques</i>	Non présente
<i>Activités comptables</i>	Non présente
<i>Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion</i>	Non présente
<i>Activités d'architecture</i>	Non présente
<i>Activité des géomètres</i>	Non présente
<i>Ingénierie, études techniques</i>	Non présente
<i>Contrôle technique automobile</i>	Non présente
<i>Activités des agences de publicité</i>	Non présente
<i>Activités photographiques</i>	Non présente
<i>Traduction et interprétation</i>	Non présente
<i>Activité des économistes de la construction</i>	Non présente
<i>Location de courte durée de voitures et de véhicules automobiles légers</i>	Non présente
<i>Location de longue durée de voitures et de véhicules automobiles légers</i>	Non présente
<i>Location et location-bail de camions</i>	Non présente
<i>Location et location-bail d'autres biens personnels et domestiques</i>	Non présente
<i>Location et location-bail de machines et équipements agricoles</i>	Non présente
<i>Location et location-bail de machines et équipements pour la construction</i>	Non présente

Liste des secteurs d'activité « mixtes » (fin)

<i>Location et location-bail de machines de bureau et de matériel informatique</i>	Non présenteielle
<i>Location et location-bail d'autres machines, équipements et biens matériels n.c.a.</i>	Non présenteielle
<i>Activités des agences de placement de main-d'œuvre</i>	Non présenteielle
<i>Activités des agences de travail temporaire</i>	Non présenteielle
<i>Autre mise à disposition de ressources humaines</i>	Non présenteielle
<i>Activités de sécurité privée</i>	Non présenteielle
<i>Activités liées aux systèmes de sécurité</i>	Non présenteielle
<i>Activités d'enquête</i>	Non présenteielle
<i>Nettoyage courant des bâtiments</i>	Non présenteielle
<i>Autres activités de nettoyage des bâtiments et nettoyage industriel</i>	Non présenteielle
<i>Désinfection, désinsectisation, dératisation</i>	Non présenteielle
<i>Autres activités de nettoyage n.c.a.</i>	Non présenteielle
<i>Services d'aménagement paysager</i>	Non présenteielle
<i>Services administratifs combinés de bureau</i>	Non présenteielle
<i>Photocopie, préparation de documents et autres activités spécialisées de soutien de bureau</i>	Non présenteielle
<i>Organisation de foires, salons professionnels et congrès</i>	Non présenteielle
<i>Autres activités de soutien aux entreprises n.c.a.</i>	Non présenteielle
<i>Activités de soutien à l'enseignement</i>	Non présenteielle
<i>Réparation d'ordinateurs et d'équipements périphériques</i>	Non présenteielle
<i>Réparation de meubles et d'équipements du foyer</i>	Non présenteielle

Source : Reclassification La Clé proactive et OPC d'après Insee



Annexe II
*Les secteurs de l'économie de proximité
décomposés par fonction*

Liste des secteurs présentsiels de production

Secteurs d'activité présentsiels dédiés à la production

Secteur de production	Secteur de production
Charcuterie	Travaux d'installation électrique sur la voie publique
Cuisson de produits de boulangerie	Travaux d'installation d'eau et de gaz en tous locaux
Boulangerie et boulangerie-pâtisserie	Travaux d'installation d'équipements thermiques et de climatisation
Pâtisserie	Travaux d'isolation
Captage, traitement et distribution d'eau	Autres travaux d'installation n.c.a.
Collecte et traitement des eaux usées	Travaux de plâtrerie
Collecte des déchets non dangereux	Travaux de menuiserie bois et PVC
Collecte des déchets dangereux	Travaux de menuiserie métallique et serrurerie
Traitement et élimination des déchets non dangereux	Agencement de lieux de vente
Traitement et élimination des déchets dangereux	Travaux de revêtement des sols et des murs
Construction de maisons individuelles	Travaux de peinture et vitrerie
Construction d'autres bâtiments	Autres travaux de finition
Construction de routes et autoroutes	Travaux de charpente
Construction de voies ferrées de surface et souterraines	Travaux de couverture par éléments
Construction d'ouvrages d'art	Travaux d'étanchéification
Construction et entretien de tunnels	Travaux de montage de structures métalliques
Construction de réseaux pour fluides	Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment
Construction de réseaux électriques et de télécommunications	Autres travaux spécialisés de construction
Construction d'ouvrages maritimes et fluviaux	Restauration traditionnelle
Construction d'autres ouvrages de génie civil n.c.a.	Restauration de type rapide
Travaux de démolition	Services des traiteurs
Travaux de terrassement courants et travaux préparatoires	Restauration collective sous contrat
Travaux de terrassement spécialisés ou de grande masse	Autres services de restauration n.c.a.
Forages et sondages	Création artistique relevant des arts plastiques
Travaux d'installation électrique dans tous locaux	Autre création artistique

Source : Classification La Clé proactive et OPC d'après Insee

Liste des secteurs d'activité présentsiels de service

Secteurs d'activité présentsiels spécialisés dans la prestation de service

Secteur d'activité	Secteur d'activité
Promotion immobilière de logements	Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé
Location avec opérateur de matériel de construction	Commerce de détail de la chaussure
Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers	Commerce de détail de maroquinerie et d'articles de voyage
Commerce d'autres véhicules automobiles	Commerce de détail de produits pharmaceutiques en magasin spécialisé
Commerce de détail d'équipements automobiles	Commerce de détail d'articles médicaux et orthopédiques en magasin spécialisé
Commerce et réparation de motocycles	Commerce de détail de parfumerie et de produits de beauté en magasin spécialisé
Commerce de détail de produits surgelés	Commerce de détail de fleurs, plantes, graines, engrais, animaux de compagnie et aliments pour ces animaux en magasin spécialisé
Commerce d'alimentation générale	Commerce de détail d'articles d'horlogerie et de bijouterie en magasin spécialisé
Supérettes	Commerces de détail d'optique
Supermarchés	Commerces de détail de charbons et combustibles
Magasins multi-commerces	Autres commerces de détail spécialisés divers
Hypermarchés	Commerce de détail de biens d'occasion en magasin
Grands magasins	Commerce de détail alimentaire sur éventaires et marchés
Autres commerces de détail en magasin non spécialisé	Commerce de détail de textiles, d'habillement et de chaussures sur éventaires et marchés
Commerce de détail de fruits et légumes en magasin spécialisé	Autres commerces de détail sur éventaires et marchés
Commerce de détail de viandes et de produits à base de viande en magasin spécialisé	Vente à domicile
Commerce de détail de poissons, crustacés et mollusques en magasin spécialisé	Vente par automates et autres commerces de détail hors magasin, éventaires ou marchés n.c.a.
Commerce de détail de pain, pâtisserie et confiserie en magasin spécialisé	Transport ferroviaire interurbain de voyageurs
Commerce de détail de boissons en magasin spécialisé	Transports ferroviaires de fret
Commerce de détail de produits à base de tabac en magasin spécialisé	Transports urbains et suburbains de voyageurs
Autres commerces de détail alimentaires en magasin spécialisé	Transports de voyageurs par taxis
Commerce de détail de carburants en magasin spécialisé	Transports routiers réguliers de voyageurs
Commerce de détail d'ordinateurs, d'unités périphériques et de logiciels en magasin spécialisé	Autres transports routiers de voyageurs
Commerce de détail de matériels de télécommunication en magasin spécialisé	Téléphoniques et remontées mécaniques
Commerce de détail de matériels audio et vidéo en magasin spécialisé	Services de déménagement
Commerce de détail de textiles en magasin spécialisé	Transports aériens de passagers
Commerce de détail de quincaillerie, peintures et verres en petites surfaces (moins de 400 m ²)	Transports aériens de fret
Commerce de détail de quincaillerie, peintures et verres en grandes surfaces (400 m ² et plus)	Services auxiliaires des transports terrestres
Commerce de détail de tapis, moquettes et revêtements de murs et de sols en magasin spécialisé	Services auxiliaires des transports aériens
Commerce de détail d'appareils électroménagers en magasin spécialisé	Activités de poste dans le cadre d'une obligation de service universel
Commerce de détail de meubles	Autres activités de poste et de courrier
Commerce de détail d'autres équipements du foyer	Hôtels et hébergement similaire
Commerce de détail de livres en magasin spécialisé	Hébergement touristique et autre hébergement de courte durée
Commerce de détail de journaux et papeterie en magasin spécialisé	Terrains de camping et parcs pour caravanes ou véhicules de loisirs
Commerce de détail d'enregistrements musicaux et vidéo en magasin spécialisé	Autres hébergements
Commerce de détail d'articles de sport en magasin spécialisé	Cafétérias et autres libres-services
Commerce de détail de jeux et jouets en magasin spécialisé	Débits de boissons

Liste des secteurs d'activité présentsiels de service (suite)

Secteurs d'activité présentsiels spécialisés dans la prestation de service (suite)

Secteur d'activité	Secteur d'activité
<i>Projection de films cinématographiques</i>	<i>Autres activités auxiliaires d'assurance et de caisses de retraite</i>
<i>Télécommunications filaires</i>	<i>Gestion de fonds</i>
<i>Télécommunications sans fil</i>	<i>Activités des marchands de biens immobiliers</i>
<i>Télécommunications par satellite</i>	<i>Location de logements</i>
<i>Autres activités de télécommunication</i>	<i>Agences immobilières</i>
<i>Activités de banque centrale</i>	<i>Administration d'immeubles et autres biens immobiliers</i>
<i>Autres intermédiations monétaires</i>	<i>Supports juridiques de gestion de patrimoine immobilier</i>
<i>Fonds de placement et entités financières similaires</i>	<i>Activités vétérinaires</i>
<i>Crédit-bail</i>	<i>Location et location-bail d'articles de loisirs et de sport</i>
<i>Autre distribution de crédit</i>	<i>Location de vidéocassettes et disques vidéo</i>
<i>Autres activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite, n.c.a.</i>	<i>Activités des agences de voyage</i>
<i>Assurance vie</i>	<i>Activités des voyagistes</i>
<i>Autres assurances</i>	<i>Autres services de réservation et activités connexes</i>
<i>Réassurance</i>	<i>Activités combinées de soutien lié aux bâtiments</i>
<i>Caisses de retraite</i>	<i>Administration publique générale</i>
<i>Administration de marchés financiers</i>	<i>Administration publique (tutelle) de la santé, de la formation, de la culture et des services sociaux, autre que sécurité sociale</i>
<i>Courtage de valeurs mobilières et de marchandises</i>	<i>Administration publique (tutelle) des activités économiques</i>
<i>Supports juridiques de gestion de patrimoine mobilier</i>	<i>Affaires étrangères</i>
<i>Autres activités auxiliaires de services financiers, hors assurance et caisses de retraite, n.c.a.</i>	<i>Activités d'ordre public et de sécurité</i>
<i>Évaluation des risques et dommages</i>	<i>Services du feu et de secours</i>
<i>Défense</i>	<i>Activités générales de sécurité sociale</i>
<i>Justice</i>	<i>Gestion des retraites complémentaires</i>
<i>Activités des agents et courtiers d'assurances</i>	

Liste des secteurs d'activité présentsiels de service (suite)

Secteurs d'activité présentsiels spécialisés dans la prestation de service (suite)

Secteur d'activité	Secteur d'activité
<i>Distribution sociale de revenus</i>	<i>Accueil de jeunes enfants</i>
<i>Enseignement pré-primaire</i>	<i>Accueil ou accompagnement sans hébergement d'enfants handicapés</i>
<i>Enseignement primaire</i>	<i>Autre accueil ou accompagnement sans hébergement d'enfants et d'adolescents</i>
<i>Enseignement secondaire général</i>	<i>Action sociale sans hébergement n.c.a.</i>
<i>Enseignement secondaire technique ou professionnel</i>	<i>Arts du spectacle vivant</i>
<i>Enseignement post-secondaire non supérieur</i>	<i>Activités de soutien au spectacle vivant</i>
<i>Enseignement supérieur</i>	<i>Gestion de salles de spectacles</i>
<i>Enseignement de disciplines sportives et d'activités de loisirs</i>	<i>Gestion des bibliothèques et des archives</i>
<i>Enseignement culturel</i>	<i>Gestion des musées</i>
<i>Enseignement de la conduite</i>	<i>Gestion des sites et monuments historiques et des attractions touristiques similaires</i>
<i>Formation continue d'adultes</i>	<i>Gestion des jardins botaniques et zoologiques et des réserves naturelles</i>
<i>Autres enseignements</i>	<i>Organisation de jeux de hasard et d'argent</i>
<i>Activités hospitalières</i>	<i>Gestion d'installations sportives</i>
<i>Activité des médecins généralistes</i>	<i>Activités de clubs de sports</i>
<i>Activités de radiodiagnostic et de radiothérapie</i>	<i>Activités des centres de culture physique</i>
<i>Activités chirurgicales</i>	<i>Autres activités liées au sport</i>
<i>Autres activités des médecins spécialistes</i>	<i>Activités des parcs d'attractions et parcs à thèmes</i>
<i>Pratique dentaire</i>	<i>Autres activités récréatives et de loisirs</i>
<i>Ambulances</i>	<i>Activités des organisations patronales et consulaires</i>
<i>Laboratoires d'analyses médicales</i>	<i>Activités des organisations professionnelles</i>
<i>Centres de collecte et banques d'organes</i>	<i>Activités des syndicats de salariés</i>
<i>Activités des infirmiers et des sages-femmes</i>	<i>Activités des organisations religieuses</i>
<i>Activités des professionnels de la rééducation, de l'appareillage et des pédicures-podologues</i>	<i>Activités des organisations politiques</i>
<i>Activités de santé humaine non classées ailleurs</i>	<i>Autres organisations fonctionnant par adhésion volontaire</i>
<i>Hébergement médicalisé pour personnes âgées</i>	<i>Blanchisserie-teinturerie de gros</i>
<i>Hébergement médicalisé pour enfants handicapés</i>	<i>Blanchisserie-teinturerie de détail</i>
<i>Hébergement médicalisé pour adultes handicapés et autre hébergement médicalisé</i>	<i>Coiffure</i>
<i>Hébergement social pour handicapés mentaux et malades mentaux</i>	<i>Soins de beauté</i>
<i>Hébergement social pour toxicomanes</i>	<i>Services funéraires</i>
<i>Hébergement social pour personnes âgées</i>	<i>Entretien corporel</i>
<i>Hébergement social pour handicapés physiques</i>	<i>Autres services personnels n.c.a.</i>
<i>Hébergement social pour enfants en difficultés</i>	<i>Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique</i>
<i>Hébergement social pour adultes et familles en difficultés et autre hébergement social</i>	<i>Activités indifférenciées des ménages en tant que producteurs de biens pour usage propre</i>
<i>Aide à domicile</i>	<i>Activités indifférenciées des ménages en tant que producteurs de services pour usage propre</i>
<i>Accueil ou accompagnement sans hébergement d'adultes handicapés ou de personnes âgées</i>	<i>Activités des organisations et organismes extraterritoriaux</i>

Source : Classification La Clé proactive et OPC d'après Insee

Liste des secteurs d'activité présentsiels de service de production

Secteurs d'activité présentsiels spécialisés dans la prestation de service de production


Secteurs d'activité
<i>Entretien et réparation de véhicules automobiles légers</i>
<i>Entretien et réparation d'autres véhicules automobiles</i>
<i>Réparation d'équipements de communication</i>
<i>Réparation de produits électroniques grand public</i>
<i>Réparation d'appareils électroménagers et d'équipements pour la maison et le jardin</i>
<i>Réparation de chaussures et d'articles en cuir</i>
<i>Réparation d'articles d'horlogerie et de bijouterie</i>
<i>Réparation d'autres biens personnels et domestiques</i>

Source : Classification La Clé proactive et OPC d'après Insee



Annexe III

Concepts sur les revenus fiscaux par unité de consommation



Le **revenu fiscal** correspond à la somme des ressources déclarées par les contribuables sur la déclaration des revenus, avant tout abattement. Il ne correspond pas au revenu disponible. Le revenu fiscal comprend ainsi les revenus d'activité salariée et indépendante, les pensions d'invalidité et les retraites (hors minimum vieillesse), les pensions alimentaires reçues (déduction faite des pensions versées), certains revenus du patrimoine ainsi que les revenus sociaux imposables : indemnités de maladie et de chômage (hors RMI).

Le niveau d'observation du revenu fiscal que nous avons retenu est **l'unité de consommation** (plutôt que le ménage ou la personne). L'unité de consommation est un système de pondération attribuant un coefficient à chaque membre du ménage et permettant de comparer les niveaux de vie de ménages de tailles ou de compositions différentes. Avec cette pondération, le nombre de personnes est ramené à un nombre d'unités de consommation (UC).

La **médiane** est la valeur qui partage une distribution en deux parties égales. Ainsi, pour une distribution de revenus, la médiane est le revenu au-dessous duquel se situent 50 % des revenus. C'est de manière équivalente le revenu au-dessus duquel se situent 50 % des revenus. La médiane constitue un indicateur plus fiable que la moyenne.

Le **premier décile** est le revenu au-dessus duquel se situent 90 % des revenus. Le 1er décile concentre ainsi les 10 % des ménages (exprimés en unités de consommation) les plus pauvres.

Le **neuvième décile** est le revenu au-dessous duquel se situent 90 % des revenus. Le 9ème décile concentre ainsi les 10 % des ménages (exprimés en unités de consommation) les plus riches.

Le niveau d'inégalités sociales, c'est-à-dire entre habitants, est appréhendé à partir d'un **indice de Gini**. L'indice de Gini est un indice d'inégalités appliqué dans le cas présent au revenu fiscal par unité de consommation (cf. supra).

L'indice de Gini varie entre 0 et 1. Il est égal à 0 dans une situation d'égalité parfaite où tous les revenus seraient égaux. A l'autre extrême, il est égal à 1 dans la situation la plus inégalitaire possible, celle où tous les revenus sauf un seraient nuls. Entre 0 et 1, l'inégalité est d'autant plus forte que l'indice de Gini est élevé. Une baisse de l'indice de Gini observée entre deux dates indique une diminution globale des inégalités. A l'inverse, une élévation de l'indice reflète une augmentation globale des inégalités.

Contact

Olivier Portier – OPC

Péniche Joeta – 26 Quai Georges Gorse

92 100 Boulogne Billancourt

Mob : 06 63 19 06 79

Mail : olivier.portier@opconsultant.com

